

M. Norman Cafik (Ontario): Le ministre de la Défense nationale voudrait-il inviter M. Lévesque à divulguer les noms de ces prétendus séparatistes de nos forces armées, ou en d'autres termes, à tout dire ou se taire?

Une voix: Faites-en donc autant vous-même.

* * *

LE PÉTROLE

LA DÉCLARATION DU SECRÉTAIRE PARLEMENTAIRE DU MINISTRE DES FINANCES AU SUJET D'UNE LIGNE DE PÉTROLIERS AU LARGE DE LA CÔTE DE LA C.-B.

M. Barry Mather (Surrey-White Rock): Puis-je faire remarquer à ce propos que le livre du secrétaire d'État doit en être à une deuxième édition du livre de poche grâce à la publicité qu'il a reçue à la Chambre.

Ma question s'adresse au ministre des Finances. Son secrétaire parlementaire exprimait-il une politique gouvernementale, ou l'absence de politique, quand il a dit qu'en dépit de tout le bruit sur la question, le pétrole alaskien américain sera transporté par navires au large de la côte de la Colombie-Britannique?

M. l'Orateur: Le député n'ignore sûrement pas qu'il n'est pas réglementaire de demander au ministre si son secrétaire parlementaire exprimait une politique gouvernementale dans une déclaration qu'il a faite à la Chambre ou à l'extérieur. Sauf erreur, le député d'Egmont a une question supplémentaire.

* * *

LA SÉCURITÉ NATIONALE

PROPOSITION DE RENVOI AU COMITÉ D'UNE MESURE PERMANENTE PORTANT SUR LA CRISE AU QUÉBEC

M. David MacDonald (Egmont): Ma question s'adresse au premier ministre et elle complémente celle que j'ai posée plus tôt au sujet d'un renvoi à un comité parlementaire à propos des événements de l'automne dernier. Le gouvernement songera-t-il également à permettre à divers membres du cabinet de comparaître devant le comité à la fois en tant que simples citoyens et que ministres?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Nous trouvons généralement le moyen de faire connaître notre position à la Chambre et au pays, et je crois que la raison d'être de ce comité, quel que soit son mandat, serait d'élucider les vues de l'opposition sur la ligne de conduite qu'elle adopterait pour améliorer nos lois afin de faire face à toute atteinte à notre démocratie.

L'hon. M. Lambert: Vous parlez d'une réponse!

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster): Je désire poser une question supplémentaire au ministre de la Justice à ce propos car il connaît fort bien ses responsabilités générales. L'a-t-on consulté sérieusement au sujet de [M. l'Orateur.]

ces événements, a-t-il approuvé ces mesures, et est-il heureux de demeurer membre d'un cabinet qui pose de tels gestes?

M. l'Orateur: A l'ordre. La présidence permettra au député de Cape Breton-East Richmond de poser une dernière question supplémentaire sur ce sujet mais, par esprit de justice envers d'autres députés, je suggère que nous passions ensuite à un autre sujet.

M. Donald MacInnis (Cape Breton-East Richmond): Ma question supplémentaire s'adresse au ministre du Travail. Compte tenu du chômage actuel, de l'absence des ministres par suite du système de roulement et compte tenu du temps nécessaire à la rédaction d'un livre, le ministre du Travail ne s'est-il pas élevé contre le travail noir du secrétaire d'État en tant que ministre, et recommanderait-il sa démission du cabinet?

* * *

L'INDUSTRIE

LA CONSTRUCTION AÉRONAUTIQUE—ENCOURAGEMENT À LA CONSTRUCTION D'APPAREILS À DÉCOLLAGE ET À ATERRISSAGE COURTS

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): J'aimerais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Compte tenu des récents problèmes de Rolls Royce en Angleterre et de la mise au point compromise du SST aux États-Unis avec les conséquences que cela comporte pour toute l'industrie canadienne de l'aviation surtout en matière d'emploi, le ministre peut-il nous dire si le gouvernement va suivre la recommandation du Conseil des sciences du Canada et activement encourager la fabrication et la vente d'appareils ADAC pour lesquels nous sommes encore techniquement très en avance.

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, le gouvernement n'a pas attendu la recommandation du Conseil des sciences pour encourager la construction d'appareils ADAC au Canada. Lorsque le comité étudiera les crédits de mon ministère, je ne manquerai pas de lui signaler nos réalisations en matière de recherche, de développement et d'aide sur le plan de la commercialisation internationale apportée à cette industrie et à différentes compagnies fabriquant des appareils ADAC. En attendant je répète ce que j'ai déjà dit, c'est-à-dire que nous ne perdons pas cette question de vue et nous verrons à l'encourager cette industrie encore davantage. Je serais ravi de tenir la Chambre au courant en temps utile.

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, compte tenu de ce que le ministre vient de répondre, peut-il préciser si le gouvernement s'occupe activement de trouver des marchés d'exportation pour des appareils ADAC?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Très activement, monsieur l'Orateur. J'ai justement reçu, il y a deux jours, une lettre de très vifs remerciements de la part du président de la société de Havilland.